



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 8 DECEMBRE 1984

N° 279

PRIX ANILLES 2F50
FRANCE 3 F

Editorial

Nouvelle-Calédonie

Manœuvres colonialistes contre le peuple kanak

Le débat à l'Assemblée nationale sur le problème de la Nouvelle-Calédonie a mis face à face des gens de droite et de gauche, tous d'accord pour défendre les intérêts coloniaux de l'Etat français, et la prépondérance de la minorité d'origine française vivant en Nouvelle-Calédonie. En fait, les deux parties se moquent complètement des intérêts des Kanaks. Pour le gouvernement actuel de l'impérialisme français, il s'agit de trouver à moindre frais une solution qui leur évite de tomber dans un guépier colonial qui risquerait de durer. Bien que la Nouvelle-Calédonie soit plus petite et moins peuplée que les anciennes colonies d'Algérie ou d'Indochine. Mais si les Kanaks décidaient de se battre, de harceler des soldats français, de faire des attentats, de créer un climat permanent d'insécurité pour tous les français et pour la minorité coloniale Caldoche, même si, on les réprimait, même si on les emprisonnait, même si gendarmes et CRS intervenaient dans leurs villages, s'ils décidaient de se battre, cela pourrait durer assez longtemps. Il faudrait en permanence maintenir des soldats français autour de la minorité blanche pour la protéger.

Probablement, le gouvernement n'a pas envie d'entrer dans cet engrenage, et d'ajouter cela aux difficultés qu'il connaît déjà.

Mais comme d'habitude, la gauche s'aplatit devant la droite, et trompe le peuple français sur le véritable problème qui se pose en Nouvelle-Calédonie. Il ne s'agit pas de demander aux Caldoches s'ils veulent ou pas l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, mais de le demander aux Kanaks, et c'est aux Kanaks à accepter ou non que les Caldoches fassent partie de leur peuple sur des bases égalitaires, et donc perdent leur position de domination raciale, qui est un fait actuellement.

On peut concevoir que Caldoches et Kanaks fassent partie du même peuple, et gérant ensemble la Nouvelle-Calédonie, cherchent à développer cette île, pour donner une vie décente à chacun de ses habitants, leur permettant l'accès aux biens matériels indispensables à la vie moderne, et permettant en même

Suite page 3

SOUTIEN AU PEUPLE KANAK EN LUTTE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS!



En Nouvelle-Calédonie, la population Kanake ne désarme pas. Bien au contraire, face aux manœuvres diplomatiques du Gouvernement colonialiste français, les jeunes et une partie de la population, partisans du FLNKS, ont

redoublé de vigueur dans la lutte. Des dizaines de maisons de caldoches ont brûlé dans la brousse, ainsi que celle du chef du gouvernement, le kanak Dick Ukéwé, anti-indépendantiste. Les barrages mis en place par les militants du FLNKS sont toujours là... Et là où les interventions des gardes mobiles les ont détruits, ils ont été aussitôt reconstruits. Dans bien des endroits, ce sont des jeunes armés qui tiennent ces barrages et on assiste à de véritables batailles rangées entre Kanaks indépendantistes et caldoches venus en commando. Des coups de fusils furent tirés. Il y eut deux morts (un caldoche et un kanak) et plusieurs blessés. Par ailleurs toute la région de Thio est aujourd'hui contrôlée par la population Kanake regroupée en majorité derrière le FLNKS-Eloi Machoro, le dirigeant de la région de Thio a déclaré qu'il entendait pas que sa région soit contrôlée par les forces de répression coloniale. Ses partisans se sont armés en récupérant des armes chez les caldoches. Et les images saisissantes

Suite page 4

NON A LA BAISSSE DES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Le 6, les syndicats de la fonction publique appellent les travailleurs de ce secteur à faire grève pour s'opposer au «gel» (au blocage!) d'une partie de leur salaire à partir de janvier 1985.

Ils veulent aussi s'opposer à l'intention du gouvernement de baisser les salaires dans la fonction publique.

Mais pourquoi le gouvernement s'attaque-t-il à cette catégorie de travailleurs?

L'Etat donne beaucoup d'argent aux capitalistes. On appelle ça des «subventions». Et ça se chiffre en dizaines de milliards d'anciens francs!

Pour donner aux riches, il faut prendre aux travailleurs!

Et pour éviter notre protestation et notre mécontentement unanimes, il s'en prend d'abord à ceux qui ont les meilleurs salaires! Ça s'appelle diviser pour mieux régner!

Puis quand il aura «écrémé» ceux-ci, il s'en prendra à nous tous! Du secteur public ou privé!

Alors les travailleurs de la fonction publique ont tout à fait raison de réagir. Et c'est aussi de notre intérêt à tous!

Le 6, le principal défenseur et garant des riches et des privilégiés. Lui qui ici a protégé tous les profiteurs bourgeois de l'affaire SODEG, lui qui envoie ses gendarmes et ses CRS contre les grévistes!

Oui, il y a des inégalités de salaires très importantes en Guadeloupe! Et c'est la faute de qui?

N'est-ce pas parce que les richards des supermarchés, les gros négociants, les grands propriétaires de terres exploitent les travailleurs pour des salaires dérisoirement bas?

Faut-il baisser les salaires de ceux qui en ont un acceptable ou hausser celui des travailleurs les plus mal payés?

Il n'est effectivement pas normal que seuls environ 20% des travailleurs perçoivent un salaire leur permettant de vivre tout juste décemment et que 80%, même si ils bénéficient de quelques retombées de ces salaires, soient obligés de faire deux, voire trois types de travail différents pour tenir le coup.

Mais ce n'est pas en baissant les bras comme le proposent certains bourgeois et petits-bourgeois aisés que les travailleurs de la fonction publique rendront service à leurs camarades frères ouvriers

employés de commerce, ouvriers sous-payés ou chômeurs. Au contraire.

En cédant à l'attaque du gouvernement, ces travailleurs l'encourageraient à porter de nouvelles attaques contre les pauvres des DOM: diminution voir suppression d'allocations en tout genre, blocages ou baisses des salaires ne sauraient tarder si le gouvernement ne rencontre aucun obstacle au mauvais coup qu'il veut faire à ceux de la fonction publique.

Si au contraire ces travailleurs s'organisent pour refuser la baisse de leurs salaires ils peuvent déjouer les plans de Lemoine et de son gouvernement. C'est à eux de décider s'ils ne peuvent pas accepter une diminution de leurs salaires.

Ceux de la santé, des PTT, des services fiscaux, sont certainement plus proches des chômeurs, des ouvriers que les bourgeois qui aspirent à prendre la place. Ces travailleurs sont donc tout à fait en mesure de poser le problème social de la Guadeloupe, de la Martinique, ils pourront proposer des solutions. Et ces solutions seront plus justes, plus équitables, que celles qu'aucun Lemoine ne pourra proposer.

Martinique / Guadeloupe :

GREVE DES SERVICES PUBLICS :

Des syndicats bien timides !

Enfin le cartel des syndicats des services publics, s'est décidé à faire quelque chose contre l'attaque du pouvoir d'achat des fonctionnaires par le gouvernement : Il a appelé à une grève de 24 heures le 6 décembre, pour le dégel des 40 % et l'ouverture de négociations.

Il aura fallu plus qu'un mois pour que les syndicats réagissent contre la décision du secrétaire d'État Georges Lemoine de geler les 40 % de prime de vie chère que perçoivent les travailleurs de la fonction publique dans les DOM : en effet il a annoncé cette mesure qui

doit prendre effet à partir du 1er janvier 1985, le 26 Octobre dernier à l'Assemblée Nationale.

Le temps pris par les syndicats pour réagir montre bien leur manque de détermination à se battre contre cette mesure.

En fait, depuis plus d'un mois, les syndicats et partis de gauche se contentent de déclarations qui «ne feraient pas de mal à une mouche». La seule action concrète qu'ils ont osé envisager, avait été assortie d'une condition qui leur a permis de ne pas avoir à la mettre en œuvre : ils avaient déposé un préavis de grève pour le cas où le ministre viendrait le 24 Novembre. Bien sûr, celui-ci, s'est bien gardé de venir.

Mais si le cartel n'a pas envie de trop bouger, qu'est ce qui cette fois le pousse à organiser une petite action pour le 6 Décembre ?

Il y a deux raisons : la première est qu'il a été éconduit de fait par Georges Lemoine. En effet, les dirigeants locaux de FO (Force Ouvrière) se sont rendus en France à l'occasion du congrès de leur syndicat en Novembre dernier, ils ont voulu en profiter pour rencontrer le ministre, mais celui-ci n'a donné aucune réponse à leurs

demandes. La 2ème raison, et certainement la plus importante, c'est le mécontentement des travailleurs de la fonction publique, dont certains ont compris qu'il était vain de compter sur les syndicats pour entamer la lutte afin de sauvegarder l'intégrité de leurs salaires : ainsi les travailleurs de l'hôpital se sont organisés et ont fait fait grève le lundi 26 Novembre.

Visiblement les syndicats et les partis de gauche m'ont pas envie de se battre, ils souhaitent seulement au plus tôt se retrouver à la table de négociation : eux-mêmes disent qu'ils veulent le dégel des 40 % afin de pouvoir commencer à discuter.

Que veulent-ils négocier ? Il est certain qu'ils ne veulent pas discuter de l'augmentation du niveau de vie des travailleurs ! De quoi discuteront-ils ? De sa baisse alors ?

En clair, ce que les syndicats reprochent au gouvernement ce n'est pas de vouloir porter atteinte aux conditions de vie des fonctionnaires, mais de prendre les décisions sans eux. Par conséquent, si les travailleurs des services publics ne veulent pas voir baisser leurs salaires, à l'exemple de ceux des hôpitaux ils doivent s'organiser eux-mêmes pour lutter.

Guadeloupe :

BOUILLANTE : un vote sanction

A Bouillante, la liste du candidat du RPR Philippe Chaulet l'a emporté avec 249 voix d'avance sur la liste d'Isidore Canoppe du parti socialiste, qui était installé à la mairie depuis mars 1983.

Durant la campagne électorale, P. Chaulet avait reçu le soutien actif des ténors de la droite en Guadeloupe, en la personne de José Moustache, le président du conseil régional et tête de file du RPR, mais aussi de la présidente du conseil général L. Michaux-Chevry qui roule pour elle.

Évidemment cette élection municipale partielle qui se déroulait à quelques mois des prochaines élections du conseil général, avait de l'importance pour ces chefs de parti qui font tout pour renforcer le camp de la droite.

Mais, s'il n'est pas possible de porter un jugement général à partir de ce résultat, ni de lui accorder une valeur de «test» entre la gauche gouvernementale et la droite, on peut néanmoins dire que le candidat du PS, maire sortant a été nettement rejeté par un grand nombre de Bouillantais.

Ceux-ci ont sans doute été lassés des pratiques peu sérieuses et non démocratiques de l'équipe à laquelle ils avaient accordé la majorité de leur suffrage il y a 20 mois.

Ils l'ont sanctionnée.

Mais, les travailleurs, les petites gens de Bouillante, ne gagnent rien de plus dans l'affaire.

Guadeloupe :

Le conseiller général, ex-directeur d'Air-Guadeloupe koury «épinglé» par les services des douanes de l'aéroport

Mardi 4 septembre en fin de matinée, la nouvelle fait sensation ; Raphaël Koury, le célèbre ex-directeur, PDG d'Air-Guadeloupe, se trouve dans les locaux des services des douanes de l'aéroport du Raizet. Il ne sera libéré que dans l'après-midi. Officiellement, les raisons de sa présence pendant si longtemps n'ont pas été communiquées à l'heure où nous écrivons. Tout de suite après une perquisition sera effectuée à son domicile toujours par les services des douanes.

La longue interrogation de Raphaël Koury serait due au fait qu'il aurait sur lui 1 600 dollars ce qui représentait la somme de 16 000 F nouveaux francs alors que la somme autorisée pour les voyageurs allant à l'étranger est de 5 000 F. Koury s'appropriait-il à mettre cette somme à l'abri aux Etats-Unis comme le font bien des capitalistes de Guadeloupe et de Martinique. Il n'y a pas si longtemps, on avait intercepté un tel transfert à Fort de France.

D'après les radios officielles les services de Douanes auraient trouvé dans ses bagages des «papiers compromettants» ce qui expliquerait la perquisition effectuée à son domicile.

L'interrogatoire de Koury a-t-il des rapports avec l'interrogatoire d'un voyageur naturalisé américain qui lui aussi avait été interrogé et qui se trouve être employé d'une société américaine spécialisée dans la vente d'avions d'occasion ?

Quand on connaît les différents épisodes du feuilleton KOURY-AIR GUADELOUPE on est en droit de se poser bien des questions.

Mais tout cela ne va pas chercher bien loin et entre dans le cadre normal du fonctionnement de ce système basé sur l'exploitation : trafic d'influence, détournements de fonds, malversations de toutes sortes sont des pratiques courantes dans la classe des hommes politiques de cette société. Et pas seulement de la société coloniale.

Aujourd'hui aux Antilles, les Koury, Chamougon etc. . . sont sur la scelllette. Très récemment encore c'était l'affaire de la SODEG. Mais pour un scandale qui est découvert, combien sont inconnus du grand public et ne dépassent pas le cadre des différents services de l'administration. Ces hommes politiques sont au service de la bourgeoisie. Et au passage ils se servent aussi dans la caisse

Martinique TRACTS DES TRAVAILLEURS DE LA SANTE

TRACT DIFFUSÉ PAR LES TRAVAILLEURS DE LA SANTE PENDANT LA JOURNÉE DE GREVE DU 26 NOVEMBRE 1984.

A TOUS LES TRAVAILLEURS DES SERVICES PUBLICS AUX EMPLOYÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

A CEUX DES BANQUES, ASSURANCES

Depuis que Lemoine a décidé le gel de l'indemnité de vie chère pour les employés de l'état, il est certain qu'il n'a pas rencontré la riposte nécessaire pour le faire reculer.

Ce n'est certes pas qu'il n'y a pas de mécontentement, au contraire ! Aussi bien chez ceux qui touchent ces fameux 40 % que chez les travailleurs qui ont des primes s'établissant pour certains à 25 % du salaire de base, il y a de la colère, des protestations ou de l'inquiétude.

Tout un chacun se rend compte en effet que le gouvernement ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Après avoir décidé le gel, il peut

(et c'est dans ses intentions) enlever carrément toute une partie de l'indemnité de vie chère !

Et qu'est-ce qui l'empêchera après d'aller auprès des autres employés et ouvriers et leur dire : «les fonctionnaires ont déjà fait un geste de solidarité. Il vous faut participer aussi à l'effort d'assainissement. Il faut aussi réduire votre salaire !» ?

Cela c'est les projets du gouvernement.

Et en face que voyons-nous ? Les syndicats ont appelé à la mobilisation, et puis plus rien. Ils disent vouloir attendre le passage de Lemoine aux Antilles. Et s'il ne vient pas, que faire ? Faudra-t-il rester les bras croisés en attendant les prochaines attaques ?

En réalité, les syndicats veulent plus négocier que se battre. L'exemple nous est donné par un syndicat, animateur du Cartel qui est allé négocier pour que Lemoine enlève le gel, ce qu'il n'a pas fait bien entendu.

En réalité, ils parlent de se battre mais cherchent avant tout à négocier un compromis pourri avec le gouvernement. Et c'est d'ailleurs parce qu'ils ont été éconduits qu'ils se décident

tardivement à faire grève.

Pour notre part nous considérons qu'il n'y a pas de négociation qui tienne ! Le gouvernement a gelé sans négocier, nous voulons qu'il «dégèle», car il n'y a rien à négocier pour des salaires qui tournent pour la grande majorité entre 6.000 et 8.000 francs !

Nous aux comités de grève, porteparole des centaines de travailleurs du centre hospitalier régional de Fort de France et du sanatorium du Carbet, nous nous sommes mobilisés pour défendre nos intérêts, après avoir constaté la mollesse et la passivité de la quasi totalité des organisations syndicales qui prétendent défendre nos intérêts.

Nous avons dans la détermination et l'unité mené une grève de 24 h le 26 novembre, grève qui est un premier avertissement au gouvernement.

Nous sommes assurés que c'est la seule manière de faire entendre notre voix.

Nous vous demandons à vous tous travailleurs concernés de vous mobiliser et de vous organiser pour défendre vous-même vos intérêts.

NI GEL, NI NEGOCIATION NOTRE SALAIRE ENTIER !

EXTRAIT DU TRACT DU COMITE DE GREVE DU 28/11/84

LE COMITE DE GREVE DES TRAVAILLEURS DU SANATORIUM DU CARBET

LE COMITE DE GREVE DES TRAVAILLEURS DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FORT DE FRANCE.

AUX TRAVAILLEURS DE LA SANTE

Camarades, nous travailleurs du Centre Hospitalier Régional de Fort de France et du Sanatorium du Carbet avons fait grève le lundi 26 novembre pour montrer notre refus de la baisse de nos salaires, baisse préparée par le gouvernement par le biais du «gel des 40%».

Cette grève a été un succès, et la manifestation qui a suivi a montré notre détermination.

Nous nous sommes adressés à nos camarades de l'équipement, des PTT, de l'EDF de la Préfecture, de la Sécurité Sociale, de la

DDASS et des Télécom. Nous leur avons dit que s'ils ne voulaient pas voir baisser leurs salaires, ils devaient eux aussi se battre et par conséquent se préparer à la lutte.

L'assemblée générale qui a suivi a été là aussi un large succès : nous étions bien plus nombreux dans la rue le 26 avec nos comités de grève qu'il y a un mois avec tous les syndicats de la Santé, lors de la grève du 25/10.

C'est donc là la meilleure réponse à certains qui parlaient de risque d'essoufflement, alors que nous n'avions même pas commencé à nous battre.

Le succès de notre lutte réside dans notre mobilisation, dans notre capacité à défendre nous-mêmes nos revendications.

Alors, tous DEBOUT, pour nous faire respecter !

NI GEL, NI NEGOCIATION ! NOTRE SALAIRE ENTIER !

PS : Nous signalons que tous les travailleurs ont le droit de grève qu'ils soient syndiqués ou non.

Le 28/11/84

Martinique :

Conférence de presse (Comité de grève santé)

Le Comité de grève des travailleurs du Centre Hospitalier de FdeF, Comité de grève des travailleurs du Sanatorium du Carbet, Comité de grève des travailleurs de l'Hôpital du St-Esprit, Comité de grève des travailleurs de la Maison de Retraite des Anses d'Arlet ont organisé une conférence de presse le 4/12/84 à la Maison de Fort-de-France.

Guadeloupe : GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'EDF

Les travailleurs de l'EDF de Jarry ont fait connaître leur mécontentement dans un tract que nous reproduisons ci-dessous.

CONTRE L'ATTITUDE MÉRISANTE ET RACISTE DE LEHMANN : TOUS EN GREVE DES CE MATIN !!

Notre dignité de travailleurs exige qu'il s'en aille !!!!

Lundi matin, nos camarades du service électrique de la centrale de Jarry-Sud ont laissé éclater leur colère. Ils ne peuvent plus accepter les conditions de travail qui leur sont faites. Faute de personnel d'encadrement, il arrive souvent que les agents d'exécution soient amenés à faire le travail des agents de maîtrise. En outre, lors des périodes d'astreinte, au lieu de travailler une semaine comme le prévoit le règlement, il leur arrive de travailler quinze jours de suite, ce surtout, lorsqu'un agent de maîtrise est absent. Il y a un peu plus de six ans que nos camarades demandent qu'un terme soit mis à cette situation. Les chefs de service passent, mais le problème demeure !

C'est donc las de cette situation qu'ils ont décidé d'arrêter le travail après avoir rencontré les responsables syndicaux C.G.T. de la section, ce lundi dès 15 heures. Notre nouveau chef de service, M. LEHMANN, nous avait promis une réponse sur cette affaire lors de notre rencontre

du 13 octobre. Sa réponse, nous l'attendons toujours ! Informés de la prise de position de nos camarades du service électrique, nous avons, par l'intermédiaire du chef de centrale : M. DAN, demandé un rendez-vous à M/ LEHMANN lundi après-midi à 15h30 au service électrique

Ce dernier, présent à Jarry à cet instant, n'a pas daigné venir à notre rendez-vous. Mal lui en prit, car l'ensemble des camarades des autres services de la centrale ayant été mobilisés, n'a pas apprécié son attitude. C'est donc tous ensemble que nous nous sommes rendus à la salle de réunion de la centrale où se trouvaient tous les cadres de la production.

Surpris par notre arrivée massive et déterminée, M. LEHMANN s'est laissé aller à nous traiter de « mal élevés » ! Peut-être voulait-il dire sauvages, car il revient de la Nouvelle Calédonie où il avait certainement l'habitude de traiter ainsi les « Kanaks ». L'on voit aujourd'hui avec les événements en Nouvelle Calédonie où cette même attitude méprisante des blancs a conduit, M. LEHMANN, avec qui nous avons refusé de discuter du fait de ses propos et de son attitude empreints de mépris et de racisme aura lui aussi, l'occasion de les regretter.

Nous n'acceptons plus de discuter avec lui. Il y va de notre dignité, de notre fierté. Si jusqu'à présent ses principaux

contacts avec des cadres antillais, dont M. DAN, lui avaient laissé l'impression que nous, travailleurs antillais sommes des larbins et des hommes sans dignité, et toujours prêts à ramper, que LEHMANN, se détrompe, nous ne sommes pas de la même race que les cadres antillais. Si, eux, assoiffés d'avancement et d'honneur se comportent de façon rampante et indigne, que LEHMANN n'attende pas de nous, travailleurs de la centrale la même attitude.

Contrairement à M. DAN, nous ne changerons pas de langage et d'attitude en face de lui.

Contre le mépris et l'attitude raciste de M. LEHMANN et pour la satisfaction de toutes nos revendications, nous appelons tous les camarades des centrales et du centre à cesser le travail, ce mardi 4 décembre 1984 et ce, jusqu'au départ de LEHMANN et l'obtention de toutes nos revendications.

LEHMANN DOIT S'EN ALLER, IL Y VA DE NOTRE DIGNITE DE TRAVAILLEURS !!! NOUS NE POUVONS ACCEPTER SON ARROGANCE ET SON INSOLENCES !!!

SATISFACTION A TOUTES NOS REVENDICATIONS !!!

La Section C.G.T
Production

Echos des banques (Guadeloupe)

PREPARONS-NOUS A AGIR CONTRE TOUTE ATTAQUE CONTRE NOS SALAIRES

Nous avons tous déjà entendu que le gouvernement menace de geler les 40 % de vie chère des travailleurs des services publics et assimilés. Il s'agit ni plus ni moins d'une attaque en règle de l'état patron contre ses salariés dans les départements dits d'Outre-Mer.

En tant que salariés d'une banque nationalisée nous sommes également concernés par cette attaque. Il faut savoir que la valeur du point est de 11,14 à la BNP en France, et de 15,96 F en Guadeloupe. Cela correspond en fait à 40 % de plus, si aujourd'hui le gouvernement décide de geler cette prime pour les fonctionnaires, cela veut dire que notre tour n'est pas loin !

En France déjà les patrons des banques envisagent de supprimer 60.000 emplois ! Pierre Bérégovoy a récemment invité les banquiers à diminuer leurs charges, cela veut dire en clair pour nous : pas d'augmentation de salaire, mais peut être aussi ramener la valeur de notre point à 11,14 F. Une telle décision équivaldrait pour nous à une diminution brutale de nos salaires.

C'est bien pourquoi nous ne pouvons regarder avec indifférence les attaques du gouvernement contre ses salariés. Nous devons être solidaires de ces derniers et être prêts le cas échéant à agir avec eux dans toutes les luttes engagées pour la défense et le maintien de nos salaires. Nous devons même dès maintenant nous préparer à agir même sans les fonctionnaires.

Communiqué de Presse

Le personnel d'Hachette Antilles affilié à la C.G.T.G. continue leur mouvement de grève commencé le vendredi 23 novembre 1984.

Il réclame :

- La revalorisation des salaires,

- La juste classification du personnel

Il pense poursuivre l'action engagée jusqu'à satisfaction des revendications.

Le Personnel C.G.T.G.
HACHETTE ANTILLES

NOUVEAU DIRECTEUR : VIEUX PROBLEMES

Après un chef de personnel originaire de l'Algérie, nous voilà maintenant avec un directeur qui vient du Liban

Décidément au niveau BNP tout comme dans d'autres administrations, les chasseurs de primes et des privilèges coloniaux affectionnent particulièrement la Guadeloupe.

Mais nombreux sont ceux qui ont eu quelques déconvenues majeures car la Guadeloupe n'est point ce havre de tranquillité et d'exotisme que certains pensent.

En 1982 Mr Picolet en avait déjà fait l'expérience lors de notre grève, notre nouveau directeur pourrait lui aussi s'en rendre directement compte au cas où il refuserait d'entendre nos revendications, et des revendications nous en avons car les chefs s'en vont et les problèmes demeurent.

me temps, de réels échanges culturels entre les deux communautés. Cela, l'impérialisme français ni dans ses partis de droite, ni dans ses partis de gauche, ne peut le proposer. Au contraire le gouvernement et les partis de droite entretiennent volontairement la confusion sur ce problème pour justifier à l'avance une éventuelle répression brutale contre les Kanaks, au nom de la protection des intérêts de l'autre communauté. Mais les nationalistes kanaks (s'ils n'étaient pas nationalistes !) auraient pu mettre le gouvernement français dans une position intenable. Ils auraient pu isoler les Caldoches réactionnaires et colonialistes en proposant à l'ensemble de la population caldoche une vie démocratique, tournée vers l'avenir, où chacune des deux communautés pourrait apporter à l'ensemble ce qu'elle a de meilleur et de plus progressiste.

Une telle position enlèverait toute justification à l'intervention des forces de répression et permettrait d'aller à une indépendance correspondant réellement à la volonté de la majorité de la population de l'île.

Une telle politique est-elle réellement possible dans le contexte néocalédonien ? Tous les blancs sont irrémédiablement liés à la

(Guadeloupe) Usines à sucre

GROSSE MONTAGNE : REFUSONS LES BAS SALAIRES

Pour plusieurs d'entre nous, le salaire reste toujours le même parce que nous ne changeons jamais d'échelon.

Certains, après plusieurs années de travail sont restés manœuvres et arrivent même à la veille de la retraite sans atteindre l'échelon supérieur.

Pourtant en peu d'années, certains se sont payés une belle fortune sur notre dos. Dans la famille Simonet (fils, gendres, ect..) on investit des milliards dans des affaires autrement plus intéressantes que le sucre et le rhum.

Ce sont ces mêmes exploiters qui osent pleurer misère hypocritement quand nous exigeons des augmentations de salaire.

Qu'ils se préparent à ravalier leur salive quand nous déciderons avant la prochaine récolte d'arracher des salaires plus élevés.

Suite de l'éditorial

présence coloniale, sont-ils tous des gros possédants ? D'ici, nous ne pouvons pas le dire, mais il y a certainement des clivages possibles dans la population d'origine Européenne, il y a certainement moyen de convaincre une grande partie de ces Caldoches de choisir un avenir démocratique en Nouvelle Calédonie, plutôt que de vivre soit dans un camp retranché en permanence, ou de repartir dans une métropole qui est bien loin pour eux aujourd'hui.

Bien sûr, il y a peu de chances que les nationalistes puissent proposer une telle solution ouvertement, sans arrière-pensée, sans calcul, de façon crédible par les Caldoches, et avec comme but que l'indépendance soit la moins couteuse possible en vies humaines et en sang versé et qu'elle débouche réellement sur la fin des privilèges et la constitution d'un Etat au service de toute la population laborieuse.

Bien sûr, cela signifie aussi que la Kanakie nouvelle devrait être débarrassée non seulement de l'oppression coloniale, mais aussi de toute forme de domination des privilégiés et des possédants.

Cependant, en l'absence d'une telle politique, il faut dénoncer l'hypocrisie du gouvernement et de l'opposition de droite, qui font mine de ne pas comprendre que

Guadeloupe : ELF GRAND CAMP :

les travailleurs poursuivent leur grève

Les travailleurs de la station ELF Grand-Camp poursuivent toujours leur action de grève. Ils en sont aujourd'hui à plus d'un mois de grève. Pour l'heure les négociations sont toujours interrompues. Le gérant de la station se fait de plus en plus invisible.

En dépit de tout cela les travailleurs de ELF Grand-Camp ne sont pas du tout démoralisés. Rappelons qu'ils réclament : un treizième mois de salaire, une prime de transport et une prime de Caisse.

La combativité des travailleurs de Elf est grande, leur détermination nous incite, nous travailleurs à les soutenir et à leur manifester notre totale solidarité.

Echos des hopitaux

(Martinique)

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DU CARBET ET DE FORT DE FRANCE.

Ceux du Sanatorium du Carbet et du Centre Hospitalier Régional de Fort-de-France ont donné l'exemple à tous les travailleurs de leurs établissements mais aussi à tous ceux de la santé et même de la Fonction Publique.

Nous tous qui avons fait grève et défilé le 26, nous étions 200 dans les rues mais nous étions fiers et contents d'avoir fait quelque chose de positif. Nous disions « gel cé pa pou nou, ici a pa ni livé », ou encore « impo ka augmenté, salê ka diminué fok pa sa continué » ou « gouvernement de gauche, politique de droite, défendons nous-mêmes nos intérêts », « 40% en moins, commerçants Kaille pren fê » « Lemoine au monastère, battons-nous pour nos salaires » ou « Cottrel, Elisé, Aubéry cé yo ki ni l'agen, pa vini oué nou » !

Nous sommes décidés à redescendre dans la rue et nous sommes certains que nous serons plus nombreux car ce que nous disons est juste et correspond aux intérêts de tous.

c'est d'abord aux kanaks qu'il faut s'adresser, que c'est avec eux qu'il faut négocier, et qu'il faudrait au moins convaincre les Caldoches que continuer à vivre en Nouvelle Calédonie signifie pour eux accepter l'indépendance de la Nouvelle Calédonie, y compris sous la direction Kanake. Le gouvernement cherche actuellement comment tromper les Kanaks et mettre à la tête du pays des fantoches Caldoches et Kanaks à la dévotion de l'impérialisme.

Dans ce cas, la Nouvelle Calédonie sera indépendante, mais la majorité des kanaks n'y auront rien gagné. C'est ce qui explique l'insistance qu'ils mettent tous, de droite et de gauche, à réclamer que les kanaks se démobilisent et se désarment avant toute négociation. Ce qui serait une profonde erreur de leur part, car c'est précisément leur mobilisation et leur détermination qui ont accéléré un processus qui devait soi-disant s'achever en 89.

C'est aussi en conservant leurs armes qu'ils peuvent aussi faire réfléchir tous ceux qui voudraient les attaquer, et être en meilleure posture dans des futures négociations avec l'impérialisme français.

ELECTIONS A GRENAD A L'ABRI DE L'ARMEE AMERICAINE

A l'issue des élections des représentants au parlement qui se sont déroulées le 3 Décembre à Grenade, un nouveau premier ministre a été nommé. C'est Herbert Blaize, chef du Nouveau Parti National, qui sort vainqueur de ces élections.

Selon les informations officielles, 48000 personnes sur les 100.000 habitants que compte l'île ont pu participer à ces élections, soit plus de 80 %. Le Nouveau Parti National a battu largement les autres formations présentes dans ces élections. Le parti d'Eric Gairy, l'ancien dictateur de l'île, parti-travailleuse unifié-GULP, au pouvoir entre 1967 et 1979 arriverait loin derrière, en deuxième position. Le mouvement patriotique-Maurice Bishop, animé par deux anciens ministres de Bishop et ex-

dirigeants du New Jewel Movement Kenrick Radix et Louison, arriverait en dernière position dans de nombreuses circonscriptions.

Selon la presse officielle de Grenade, la campagne électorale se serait déroulée normalement.

Pourtant selon certaines informations, de nombreux jeunes partisans du mouvement patriotique Maurice Bishop et des idées de Gauche, ne se seraient pas fait inscrire sur les listes électorales, craignant d'être photographiés à ce moment et de subir la répression à l'issue des élections. Ces informations qui filent, en disent long sur le climat dans lequel se sont déroulées ces élections.

Jusqu'à présent, plus de 300 marines américains et autant de forces des états pro-américains de la Caraïbe qui sont intervenus dans l'île en octobre 1983, sont présents. Ils avaient d'ailleurs reçu des renforts à l'occasion des élections.

Ces forces de répression, même si elles n'interviennent plus aussi directement que dans les mois qui ont suivi l'intervention américaine, exercent à n'en pas douter une pression considérable sur la vie politique.

En ce sens, il n'est pas étonnant que le parti national de Herbert Blaize ait remporté un grand nombre de voix.

Il avait la faveur du gouvernement Reagan. Le style de campagne «à l'américaine» qu'il a pu mener, alors même que le pays est dans une situation économique déplorable, en dit long sur les soutiens dont il bénéficie. D'ailleurs sa première déclaration après l'élection, sera un véritable acte d'allégeance à l'administration Reagan et ses suppôts dans la Caraïbe. Il décréta en effet que l'une de ses tâches principales serait de tout faire pour empêcher un retour éventuel des amis de Bishop et de tout ce qu'il qualifie de marxisme-léninisme.

SOUTIEN AU PEUPLE KANAK EN LUTTE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS !

SUITE DE LA PAGE 1

que l'on a pu voir à la télévision attestent de cette ferme volonté de lutte. Des jeunes armés derrière les barrages contrôlent systématiquement tous les passages. On a pu voir aussi des images rappelant toutes les guerres coloniales : hélicoptères tournoyant au-dessus de la région et déversant des commandos de gardes-mobiles armés, dans la brousse pour tenter de reprendre la région de Thio en main.

Devant la volonté de la population de ne rien céder, les forces de gendarmerie dépêchées par Paris se sont repliées. Leur chef expliquait qu'il avait pris une telle décision pour éviter d'en arriver à l'épreuve de force.

Il est sûr que, face à un grand nombre de Kanaks en armes, le Gouvernement français ne s'est pas décidé à engager l'épreuve de force pour le moment. Il craint de déclencher une situation qu'il ne pourrait plus contrôler. Mermaz (Président socialiste de l'assemblée Nationale) disait d'ailleurs il y a quelques jours que le gouvernement français en s'engagerait pas dans une nouvelle guerre coloniale.

Cependant, c'est une véritable expédition de guerre qui se trouve actuellement en Nouvelle-Calédonie. Des milliers de gardes mobiles et du matériel de guerre ont été acheminés dans l'île et des navires de guerre croisent au large de l'île prêts à intervenir.

Edgar Pisani, le nouveau délégué du gouvernement dans le pays vient d'ordonner de rétablir l'ordre dans la région de Thio, avant toute négociation. Il n'est donc pas impossible que, d'un côté, Pisani et le Gouvernement français fassent des offres de négociations, et que d'un autre côté, une action de répression de grande ampleur ait lieu dans la région de Thio. Cela ne se ferait pas alors sans une réaction violente des Kanaks.

Car ces derniers ont créé une situation irréversible dans le pays. Et le gouvernement ne s'y trompe pas qui veut maintenant accélérer le processus d'autodétermination. Il a décidé d'avancer

le référendum prévu pour 1989 et il a donné à Pisani deux mois pour préparer le nouveau calendrier.

Les dirigeants du FLNKS, quant à eux, s'affirment prêts à négocier. Mais, ils affirment, d'ores et déjà qu'ils ne veulent le droit de vote que pour le peuple Kanak et les blancs nés en Nouvelle-Calédonie. Ils savent bien, en effet que le référendum pur et simple proposé par le gouvernement français ne serait qu'un piège car le peuple Kanak est minoritaire face aux caldoches et les autres étrangers installés dans l'île depuis des années. Cette situation, c'est le pouvoir colonial lui-même qui l'a créée.

C'est sûrement autour de cette question que porteront les négociations entre gouvernement et représentants indépendantistes.

C'est aussi pour cela que les Kanaks tiennent à montrer leur force en ne désarmant pas.

De même, le pouvoir colonial fait une démonstration de force sans intervenir pour le moment.

Il n'en reste pas moins vrai que, pour l'heure, deux forces armées sont face à face en Nouvelle-Calédonie. Et le pouvoir colonial fait bien sentir à la population Kanak qu'il suffirait de peu pour que les forces coloniales françaises répriment sauvagement en déclenchant le feu sur le peuple Kanak en lutte pour son indépendance.

Mais quoiqu'il en soit, les jours du colonialisme français sont maintenant comptés. Et ce ne sont ni les manœuvres des «socialistes», ni les déclarations va-t-en-guerre de la droite et de l'extrême-droite, ni les déclarations pleutres du serviteur zélé du colonialisme, Dick Ukéwé, qui changeront quoi que ce soit.

Le peuple Kanak chassera le colonialisme de son pays où il s'est toujours maintenu par la force, la corruption, la répression. On ne peut opprimer et humilier un peuple depuis tant d'années impunément.

Colonialisme français bas les pattes sur la Nouvelle-Calédonie.

GRENAD E :

Qui est

Herbert Blaize ?

L'actuel premier ministre de Grenade fut le leader du Grenada National Party en 1957. Ce parti était issu d'une scission du GULP (Parti travailliste unifié de Grenade) de Eric Gairy.

En 1962, le GNP de Blaize va se servir du mouvement spontané apparu en faveur d'une fédération avec la grande île de Trinidad avec laquelle les Grenadins ont de nombreux liens, pour se hisser en tête du mouvement «go Trinidad» et remporter les élections.

Il restera au pouvoir jusqu'en 1967, date à laquelle Eric Gairy sera élu premier ministre de Grenade devenu «Etat associé» de la couronne britannique.

Après cette période Herbert Blaize ne se distingua pas par son activité contre la dictature de Gairy, ni aux côtés des travailleurs et des pauvres de Grenade.

C'est donc un ancien politicien, de la bourgeoisie et de la droite qui refait aujourd'hui surface, remis en selle par Reagan.

INDE : 200.000 PERSONNES VICTIMES DE L'INCURIE

CAPITALISTE

Au cours de la nuit de lundi 3 à mardi 4 décembre, dans la ville de Bhopal, en Inde, plusieurs milliers de personnes ont été intoxiquées par la fuite de gaz toxiques émanant d'une usine de produits chimiques.

La ville de Bhopal se trouve à 600 km au sud de Delhi, elle compte 800.000 habitants. L'usine de pesticides se trouve en pleine ville, au milieu d'un quartier de bidonvilles qui regroupe 4.000 personnes. Toutes ont été touchées par le gaz.

Il y a deux ans, déjà, une fuite de ce même gaz avait provoqué la mort de plusieurs personnes. Mais rien n'avait alors été fait pour améliorer la sécurité des habitants de la région.

Cette fois, c'est vers 2 heures du matin que la fuite s'est produite, et l'alerte n'a été donnée à la population que 3/4 d'heure après le début de la catastrophe.

Dans une aire de 25 km² autour de l'usine, 200.000 personnes ont été touchées par les émanations de gaz, le quart de la population de la ville. Il y aurait déjà 1.000 à 2.000 morts.

Cette fois, les responsables de l'usine auraient été arrêtés, et l'usine

fermée. Mais il a fallu des milliers de victimes pour cela.

L'usine en question est une multinationale américaine, Union Carbide, de celles qui trouvent un avantage conséquent à implanter des usines dans les pays pauvres, où les salaires des travailleurs sont considérablement plus bas que dans les pays industrialisés, ce qui permet aux capitalistes de réaliser des profits bien plus élevés. De telles usines sont implantées dans des zones de concentration humaine où la main d'œuvre est abondante et bon marché, et attirent la concentration des populations misérables autour de la zone industrielle.

Dans ces pays pauvres, les règles concernant la sécurité sont probablement encore moins strictes que dans les pays riches, et cela réduit les investissements des capitalistes. Mais comme dans le cas de la région de Bhopal, l'exploitation forcée de travailleurs pour des salaires de misère, le fait de considérer ces travailleurs comme des bêtes à suer le profit en ne leur fournissant pas même des conditions de sécurité qui puissent leur éviter la mort, peut, coûter la vie

à des milliers d'hommes.

C'est révoltant, mais pas surprenant car le capitalisme est né et s'est développé dans le sang des exploités. Aujourd'hui à l'heure de sa sénilité, il en est encore ainsi.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
B.P. 42
92114 CLICHY CEDEX
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.
Commission paritaire
No 51728

ABONNEMENT

6 mois 12 mois

Guadeloupe 50 F 100 F

Martinique 50 F 100 F

France 70 F 140 F

Je désire m'abonner au journal
Combat Ouvrier pour une période
de..... mois.

Nom :

Prénom :

Adresse :

ci-joint la somme de F
réglement par chèque adressé à :
Gérard Beaujour, B.P. 214 Pointe-à-
Pitre Cédex.